



CPS
Secrétariat général
de la Communauté
du Pacifique

Profil de pays de la Polynésie française

Octobre 2008

(Projet)

Préparé par la cellule d'engagement stratégique chargée de l'élaboration de politiques et de la planification de la CPS

Version éditée du 19.11.08

Présentation de la Polynésie française¹	
Nom officiel	Polynésie française
Capitale	Papeete
Régime politique et statut	Territoire d'Outre-Mer (TOM) de 1946 à 2004; Actuellement pays d'outre-mer au sein de la République française, la Polynésie française constitue une collectivité d'outre-mer dont l'autonomie est régie par la Loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ² La Polynésie française est autonome dans tous les domaines exceptés: la sécurité et l'ordre publics, la Justice, la monnaie, l'enseignement supérieur, l'immigration et la nationalité, la défense et les affaires étrangères
Chef de L'État	Le Président Nicolas Sarkozy représenté par le Haut-Commissaire de la République Adolphe Colrat
Président du gouvernement	Le Président Gaston Tong Sang
Superficie des terres émergées	3 521 kilomètres carrés
Zone économique exclusive (ZEE)	5 030 000 kilomètres carrés
Nombre d'habitants (dernier recensement 2007)	259 596 habitants
Densité de population (estimation à la mi-2008)	75 habitants au kilomètre carré
Taux annuel de croissance intercensitaire	1,2 pour cent
PIB (2004)	5 640 million dollars US
PIB par habitant (2004)	22 472 dollars US
Taux de croissance du PIB réel (2004/2005)	2,7 pour cent
Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (2007)	1,9 pour cent
Exportations (2007)	189 million dollars US
Importations (2007)	1 790 million dollars US
Balance commerciale (2007)	-1 601 million dollars US
Taux brut de natalité pour mille individus	17,3 pour mille
Taux brut de mortalité pour mille individus	5,1 pour mille
Indice synthétique de fécondité	2,2 enfants par femme
Taux de mortalité infantile pour mille individus	6,5 pour mille
Espérance de vie des homes à la naissance	72,2 ans
Espérance de vie des femmes à la naissance	76,7 ans
Population urbaine	53 pour cent
Rapport de dépendance en fonction de l'âge (15-64)	53 personnes à charge pour 100 personnes actives
Age médian	28,1 ans
Part des jeunes (15-24)	19,3 pour cent
Taux d'activité masculine	ND
Taux d'activité féminine	ND
Religions	Principalement le protestantisme et le catholicisme
Langues	Le français, le polynésien (<i>reo maohi</i>)
Monnaie officielle	Le franc CFP ("Change Franc Pacifique" ³) dont la norme ISO est XPF

ND : Non Disponible

¹ Source principale: département Statistiques et Démographie de la CPS (et son Système d'information géographique pour la région océanique (PRISM) : www.spc.int/prism), sauf indication contraire

² Source : Loi organique n°2004-192 du 27 février 2004

³ Source : l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM), qui est la banque centrale des collectivités d'outre-mer du Pacifique.

Introduction au profil du pays

Les profils de pays publiés par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) documentent la nature et l'étendue des services de la CPS auprès de ses membres.

Ce profil présente les données de base et un synopsis de l'histoire du développement (ou "contexte de développement") de la Polynésie française et un résumé narratif de l'assistance fournie par la CPS pour la période 2006-2008. Les annexes contiennent les activités spécifiques réalisées dans le pays (annexe 1), les activités de développement des ressources humaines en 2008 (annexe 2) et les aspects financiers (annexe 3).

Contexte de Développement de la Polynésie française

La Polynésie française occupe, dans le Pacifique Sud, une vaste zone maritime d'une superficie comparable à celle de l'Europe. Centre économique et administratif de la Polynésie française, l'île de Tahiti est distante de 18.000 km de Paris, 8.800 km de Tokyo, 6.600 km de Los Angeles, 6.000 km de Sydney, 5.000 km de Nouméa.

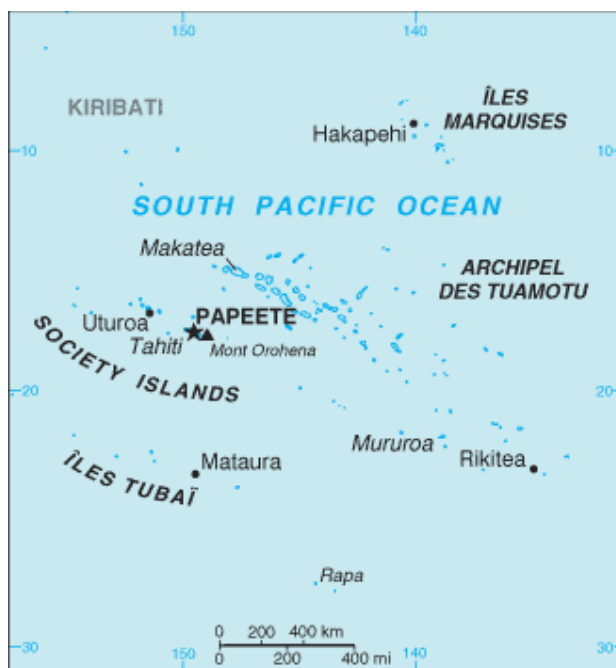
Les 118 îles, que compte la Polynésie française, ne représentent qu'une superficie émergée d'environ 3.600 km² et sont regroupées en 5 archipels : l'archipel de la Société, l'archipel des Tuamotu, l'archipel des Marquises, l'archipel des Gambier, et l'archipel des Australes.

Historiquement, les premiers groupes d'îles à avoir été habités semblent être les Iles Marquises autour de 300 ans après J-C, grâce à une migration venant sans doute des côtes d'Asie du Sud-Est via les îles Samoa, Fidji et Tonga⁴. Leur découverte par les Européens n'a démarré qu'au XVIème siècle quand un explorateur portugais Ferdinand Magellan aperçut Puka Puka dans l'archipel des Tuamotu. A la fin du XIXème sous le règne du roi Pomare V, les îles dépendant de la couronne de Tahiti devinrent françaises.

Les Polynésiens participèrent à la 1^{ère} guerre mondiale. Au cours de la seconde guerre mondiale, Bora Bora servit de base aéronavale à l'armée américaine.

A la fin de la Seconde guerre mondiale, les Polynésiens obtinrent la citoyenneté française et les Établissements français d'Océanie prirent le nom de "Polynésie française" en 1957.

L'année 1960 marqua le lancement du début de l'installation du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP) qui transforma profondément l'économie et la société polynésienne : la France y procéda à des essais nucléaires de 1966 à 1996.



⁴ Source : l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM)

En 2004, la Polynésie française devint un pays d'outre-mer au sein de la République française, constitué en collectivité d'outre-mer dont l'autonomie est régie par la Loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française⁵. En 2007, elle vit ses compétences encore élargies : l'Assemblée peut voter des "lois de Pays" excepté dans les domaines suivants: la police et la Justice, la monnaie, l'enseignement supérieur, l'immigration, la défense et les affaires étrangères.

Elle dispose maintenant d'une Assemblée constituée de 57 représentants et d'un gouvernement dirigé par un président élu par l'Assemblée. La Polynésie française a vécu ces dernières années une grande instabilité politique⁶: la présidence a fait l'objet de fréquents changements récemment.

La Polynésie française génère un PIB par habitant plus élevé que la plupart des pays et territoires du Pacifique. Son économie est largement dépendante des transferts provenant de l'État français qui pèsent pour environ 30% dans le PIB. Plus de 80% de ces transferts couvrent les dépenses des secteurs de l'enseignement, de la formation, de la recherche, de la culture, de la Justice et de la sécurité, et des retraites du secteur public.

L'objectif de la France et des gouvernements successifs en Polynésie française est d'augmenter durablement la proportion de revenus propres⁷. Le tourisme est le principal moteur de l'économie locale et celui qui apporte le plus de devises. Les produits perliers représentent le premier poste parmi les exportations de marchandises en valeur. La Polynésie française est le premier exportateur mondial de perles brutes. Le noni⁸, fruit aux vertus médicinales supposées, représente le deuxième poste des exportations, mais les quantités exportées (principalement vers les États-Unis) baissent depuis 2006. La Polynésie traditionnellement productrice de coprah et de préparations à base de monoï⁹ ne dispose que de 5% de terres émergées utilisées pour l'agriculture et les trois quarts de ces terres sont laissées en friche.

L'importante zone économique exclusive (ZEE) pourrait être une source de revenus au travers du secteur de la pêche, mais la faiblesse des rendements observés depuis plusieurs années a contribué à fragiliser la santé financière des compagnies locales¹⁰.

Résumé de l'assistance apportée par la CPS à la Polynésie française pour la période 2006-2008

Ce paragraphe présente l'assistance apportée par les divisions par programme pour la période 2006-2008. La liste détaillée des activités pour chaque division de la CPS est présentée en annexe 1.

Ressources marines

Au cours des trois dernières années, le programme pêche côtière de la CPS a apporté une assistance technique, en formation, en information et recherche sur la pêche. La CPS a également financé et participé à des conférences et des groupes de travail concernant la pêche côtière en Polynésie française. Les activités de recherche sont financées par l'Union européenne. La CPS a mis en œuvre le projet PROCFish qui comprend la modélisation des populations de poissons et des formations

⁵ Source: Loi organique n°2004-192 du 27 février 2004

⁶ Source : IEOM

⁷ Source : "Bilan économique et social de la Polynésie française 1992-2002" de Christian Vernaudon-Charte Tahiti Nui 2015

⁸ *Morinda citrifolia*

⁹ Appellation d'origine : produit obtenu par la macération de fleurs de Tiaré (*Gardenia tahitensis*), récoltées au stade de bouton, dans l'huile de coprah raffinée, extraite de noix de coco récoltées dans l'aire géographique de Polynésie française au stade de noix mûres, sur des sols d'origine corallienne.

¹⁰ Source : IEOM

dispensées à Nouméa en techniques d'études socioéconomiques et en méthodologies de comptage visuel sous l'eau. Dans le domaine de l'aquaculture, de la formation a été organisée en Polynésie française pour plusieurs acteurs de la pêche des Îles Cook; ainsi ils ont pu apprendre les techniques de la capture post-larve et la culture des poissons de récif.

Le programme pêche hauturière (OFP) a apporté pour environ 152.000 USD (12.940.315 XPF) d'assistance à la Polynésie française sur la période 2006-2008. Cette assistance a consisté à financer et à apporter une aide technique dans le contrôle de la pêche à la palangre en Polynésie française (programmes d'observation et d'échantillonnage au port), la gestion des données sur la pêche du thon, la modélisation de l'évaluation des stocks de thons, le contrôle de la pêche, et un bilan sur la pêche au travers d'un rapport sur l'état des lieux sur la pêche au thon en Polynésie française. Sur la période 2009-2012, l'OFP va continuer à apporter son aide en matière de contrôle de la pêche au thon, de gestion des données et de modélisation. De plus, il est prévu que le programme de marquage des thonidés dans le Pacifique (*Pacific Tuna Tagging Programme*), qui est actuellement mis en œuvre par l'OFP soit étendu à la Polynésie française en 2009 ou 2010. Ce programme vise à améliorer les connaissances actuelles en matière d'exploitation des thonidés ainsi que les migrations de ces poissons dans la région.

Une étude va être entreprise pour comprendre l'impact des processus environnementaux et de l'exploitation locale sur le stock de thon jaune (albacore) dans la zone économique exclusive de Polynésie française.

Ressources sociales

Le programme de développement Humain de la CPS a apporté une aide technique pour la préparation du premier festival de la jeunesse du Pacifique qui s'est tenu à Tahiti du 17 au 22 juillet 2006.

En janvier 2006, il a organisé une réunion de travail sur la culture d'un bout à l'autre du Pacifique et un atelier sous-régional d'écriture de scénarios, du 16 au 28 janvier 2006, et dont le but était de développer les médias dans cette région de la Polynésie sous l'égide du Festival International du Film documentaire Océanien (FIFO). Le Programme du développement Humain a également participé au FIFO en 2008.

Le programme de développement humain a financé la participation des représentantes de la Polynésie française à la dixième Conférence régionale sur la condition féminine à Nouméa du 27 au 31 mai 2007, à la troisième Conférence ministérielle sur la condition féminine à Nouméa le 1^{er} juin 2007, au cinquième Comité exécutif du Conseil des arts du Pacifique à Nouméa du 8 au 10 août 2007, au vingt-et-unième Conseil des Arts du Pacifique qui s'est tenu à Pago Pago, aux Samoa américaines, du 31 mars au 2 avril 2008, et au séminaire pour francophones sur le CEDAW (la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes) qui s'est tenu à Nouméa du 20 au 23 avril 2008.

Le programme de développement humain a aussi commandé une étude sur l'évaluation de la mise en œuvre de la loi française sur la parité en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna. Cette étude faisait suite à un séminaire organisé par le PIFS (le Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique) sur les progrès de la représentation des femmes dans les parlements qui s'est tenu à Rarotonga en avril 2007.

Le programme de santé publique a renforcé ses liens avec le département de la santé de Polynésie française (révision du plan national de préparation à une pandémie de grippe et participation au processus de planification). Des activités conjointes ont été entreprises avec l'Institut Pasteur et l'Institut Malardé.

Ressources terrestres

Les actions menées par la division des ressources terrestres s'articulent principalement autour du programme de développement d'une agriculture durable dans le Pacifique (DADP). Es informations ont été fournies à Fakarava dans les écoles et les pensions de famille pour promouvoir les cultures maraîchères de demain, ainsi que dans des exploitations afin de lutter contre les organismes nuisibles à la pastèque. Des formations professionnelles ont été dispensées aux maraîchers sur l'utilisation raisonnée des engrais et pesticides et sur l'irrigation au goutte à goutte. Des formations sur les techniques durables d'agriculture ont été dispensées dans les atolls de Fakarava et Rangiroa. Des réunions d'information ont été organisées sur l'agriculture biologique.

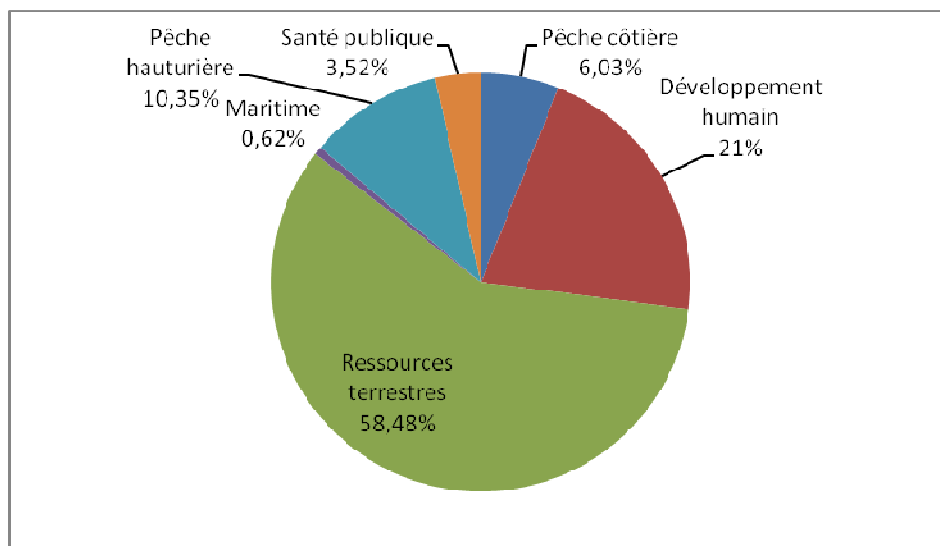
La Polynésie française a participé à l'atelier régional sur les projets de normes internationales pour les normes phytosanitaires et à un atelier sur les systèmes d'information sur la biosécurité.

Autre assistance : le développement des ressources humaines et les aspects financiers

L'annexe 2 fournit la liste des formations dont a bénéficié la Polynésie française.

L'annexe 3 indique en XPF l'assistance fournie par les différentes divisions de la CPS. Le schéma ci-dessous indique le montant que représente l'assistance des programmes de l a CPS de 2006 à 2008, pour un total de 125.034.465 XPF : assistance technique, formation, participation à des groupes de travail, activités de recherche et bourses.

Comme l'indique le schéma, la division des ressources terrestres avec un total de 58,48% des dépenses totales est celle qui a le plus assisté la Polynésie française.



	XPF
Ressources terrestres	73.116.405
Développement humain	26.255.820
Pêche hauturière	12.940.315
Pêche côtière	7.544.150
Santé publique	4.401.045
Programme maritime	776.730
Total	125.034.465

ANNEXE 1: Activités notables en Polynésie française en 2008 par les programmes de la CPS

Division des ressources marines
<ul style="list-style-type: none">• Participation à la capture de post-larves de poissons pour des essais d'élevage à Bora Bora.• Participation à la planification conjointe des activités de marquage des thonidés dans la ZEE.• Au total, 7 personnes ont participé ou ont été formées dans les domaines maritimes suivants :<ul style="list-style-type: none">○ Conférence sur la recherche et le sauvetage○ Douzième assemblée générale annuelle de l'Association maritime océanienne (PacMA)○ Conférence sur la sûreté maritime dans le Pacifique○ Stage de formation élémentaire de responsables d'audit de sûreté• 1 participant à la session extraordinaire de la conférence des directeurs des pêches réunie pour élaborer des politiques générales régionales de gestion de la pêche côtière• 3 participants aux ateliers régionaux sur l'approche écosystémique de la pêche côtière et sur la biosécurité des ressources aquatiques à Nouméa.• 1 participant à la réunion régionale sur la mariculture des poissons tenue à Nouméa.• 2 participants à l'atelier sous-régional sur les aspects pratiques de l'exécution et de l'analyse des enquêtes socioéconomiques sur la pêche.• 1 participant pris en charge pour présenter une communication lors du symposium sur les maladies des espèces aquacoles dans la région Asie-Pacifique.• 1 participant pris en charge pour présenter une communication lors de la conférence sur l'aquaculture australasienne à Brisbane.• 1 participant à l'atelier de modélisation économique qui s'est tenu à Brisbane.• 2 participants au stage pratique de formation sur les méthodes de comptage visuel en plongée des poissons à Nouméa.• 1 participant aux ateliers d'évaluation des stocks de thonidés tenus à Nouméa en 2008.
Division des ressources sociales
Programme de développement humain
<ul style="list-style-type: none">• A participé au Festival International du Film documentaire Océanien (FIFO) en 2008.• A financé la participation de représentantes de la Polynésie française au 21ème Conseil des Arts du Pacifique à Pago Pago, Samoa américaines, du 31 Mars au 2 Avril 2008, et au séminaire pour francophones sur le CEDAW qui s'est tenu à Noumea, du 20 au 23 Avril 2008.
Programme de santé publique
<ul style="list-style-type: none">• PRIPPP – Achats d'antiviraux et de fournitures pour les activités de confinement rapide.• PRIPPP – Soutien pour la révision du plan national de préparation à une pandémie de grippe.
Division des ressources terrestres
<ul style="list-style-type: none">• Des actions de promotion de la culture maraîchère auprès des propriétaires d'hôtels et dans les écoles (afin que les écoliers informent leurs parents et qu'ils jettent les bases de l'agriculture de demain) ont été menées à Fakarava, dans le cadre du projet de développement d'une agriculture durable dans le Pacifique (DADP).• Des essais dans les exploitations ont été menés dans le cadre du projet DADP afin de prendre des mesures appropriées pour lutter contre les organismes nuisibles et les maladies des pastèques. Le traitement se fait désormais lorsque des organismes nuisibles ou des maladies

sont observés, et non de manière régulière et systématique.

- Des formations professionnelles sur l'utilisation raisonnée des engrais et pesticides et sur l'irrigation au goutte à goutte ont été organisées pour les maraîchers. Ces formations ont été dispensées en collaboration avec le CFPPA (Centre de formation professionnelle et de promotion agricole), institut dont les cours sur la protection des végétaux sont en partie financés par la division des ressources terrestres de la CPS.
- Aux Tuamotu, des formations sur les techniques durables d'agriculture dans les atolls ont été dispensées à Fakarava et Rangiroa.
- Des réunions d'information sur l'agriculture biologique ont été organisées.
- Le pays a participé à l'atelier régional sur les projets de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP).
- Le pays a participé à l'atelier de remise à niveau sur le PPI et le Système d'information sur la biosécurité.
- Le Système d'information sur la biosécurité a été traduit en français afin que les collectivités françaises du Pacifique puissent l'utiliser.
- Le pays a participé à l'atelier régional de formation sur l'utilisation de l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires.

ANNEXE 2: Formations organisées par les divisions de la CPS en 2008 en faveur de la Polynésie française

Département / Section de la CPS	Domaine de formation (titre du cours)	Mois	Année	Durée	Lieu (ville, pays)	Nombre de participants de Polynésie française	Hommes	Femmes	Nombre de personnes/jours
CRM : Centre régional des médias	Conception graphique	Mars/avril	2008	1 semaine	Suva, Fidji	2	0	2	10
CRM	Émission de Radio	Mars-septembre	2008	1 cours par semaine X 7mois	Suva, Fidji	1	0	1	
Programme de développement Humain/ CFEC (*)	Développement communautaire	Mars – octobre	2008	7 Mois	Suva, Fidji	2	0	2	280
Division des ressources terrestres– DADP (**)	Stratégies DADP	Avril	2008	5 jours	Nadi, Fidji	2	1	1	10
PMR: Programme maritime régional	Conférence sur la sécurité maritime dans le Pacifique	Mai	2008	3 jours	Nadi, Fidji	3	3	0	9
PMR	Formation audit de sûreté	Juillet	2008	5 jours	Suva, Fidji	1	1	0	5
Division des ressources terrestres– Santé animale	Formation IATA	Juin	2008	3 jours	Nadi, Fidji	1	0	1	3
DMR : Division des ressources marines– Programme pêche hauturière	Évaluation des stocks	Juin/juillet	2008	5 jours	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	1	0	1	5
DMR : Programme pêche hauturière	Évaluation des risques écologiques	Juin/juillet	2008	2 jours	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	1	0	1	2
DMR : Programme pêche côtière –PROCFISH	UVC3 : Ateliers sous-régionaux de formation aux méthodes de comptage visuel en plongée, appliquées pour évaluer les ressources halieutiques récifales	Juillet	2008	1 semaine	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	2	2	0	10
Total						16	7	9	334

(*) Centre de formation à l'Éducation communautaire (CFEC)

(**) Développement de l'agriculture durable dans le Pacifique (DADP)

ANNEXE 3: Assistance de la CPS apportée à la Polynésie française pour la période 2006-2008

Secteur/type d'assistance	Coût annuel (XPF)			Coût total (XPF)
	2006	2007	2008*	
Pêche côtière				
Assistance technique	102.200	102.200	654.500	858.900
Activités de formation (aux échelons national et régional, et détachements)	0	436.050	1.232.500	1.668.550
Activités de recherche	1.997.500	0	0	1.997.500
Contributions financières directes	0	0	0	0
Participation aux réunions et ateliers	726.325	1.120.470	1.172.405	3.019.200
Total de ce secteur	2.826.025	1.658.720	3.059.405	7.544.150
Développement humain				
Assistance technique	9.411.200	0	0	9.411.200
Activités de formation (aux échelons national et régional, et détachements)	9.503.425	0	1.973.700	11.477.125
Activités de recherche	0	1.162.800	0	1.162.800
Participation aux réunions et ateliers	1.245.250	1.946.245	1.013.200	4.204.695
Total de ce secteur	20.159.875	3.109.045	2.986.900	26.255.820
Ressources terrestres				
Assistance technique	9.131.550	8.874.850	10.155.970	28.162.370
Activités de formation (aux échelons national et régional, et détachements)	7.219.900	8.390.520	8.616.365	24.226.785
Activités de recherche	6.543.385	4.836.415	4.407.675	15.787.475
Contributions financières directes	0	0	0	0
Participation aux réunions et ateliers	1.425.280	1.382.270	2.132.225	4.939.775
Total de ce secteur	24.320.115	23.484.055	25.312.235	73.116.405
Affaires maritimes				
Assistance technique	0	0	0	0
Activités de formation (aux échelons national et régional, et détachements)	0	0	0	0
Activités de recherche	0	0	0	0
Participation aux réunions et ateliers	0	522.835	253.895	776.730
Total de ce secteur	0	522.835	253.895	776.730
Pêche hauturière				
Assistance technique	1.706.545	404.770	519.520	2.630.835
Activités de formation (aux échelons national et régional, et détachements)	621.690	442.000	442.000	1.505.690
Activités de recherche	170.000	170.000	4.845.000	5.185.000
Contributions financières directes	933.640	933.640	933.640	2.800.920
Participation aux réunions et ateliers	476.510	0	341.360	817.870
Total de ce secteur	3.908.385	1.950.410	2.406.520	12.940.315

Santé publique				
Assistance technique	850.000	0	680.000	1.530.000
Activités de formation (aux échelons national et régional, et détachements)	0	0	0	0
Activités de recherche	1.530.000	0	0	1.530.000
Contributions financières directes	0	0	0	0
Participation aux réunions et ateliers	1.043.545	0	297.500	1.341.045
Total de ce secteur	3.423.545	0	977.500	4.401.045
Statistiques et démographie				
Assistance technique	0	0	0	0
Activités de formation (aux échelons national et régional, et détachements)	0	0	0	0
Contributions financières directes	0	0	0	0
Participation aux réunions et ateliers	0	0	0	0
Total de ce secteur	0	0	0	0
Total général	54.637.945	30.725.065	39.671.455	125.034.465

*estimées

NB: Ce tableau n'inclut que les dépenses directes d'assistance de la CPS ; il ne comprend pas les postes de dépenses liés au personnel de la CPS (spécialement les salaires). Le financement total de l'assistance de la CPS est par conséquent en réalité plus élevé que ce qu'indique le tableau.